

Personne ne doit risquer la prison pour avortement, déclarent les S&D

08/04/2016

Les eurodéputés S&D sont ulcérés par le projet d'interdiction totale de l'avortement en Pologne, alors que la loi actuelle y est déjà très restrictive. En conséquence, ils soutiennent les manifestations organisées ce weekend dans les grandes villes européennes, en solidarité avec les femmes polonaises. Ils appellent le premier ministre polonais Beata Szydlo à mettre fin immédiatement à cette initiative.

Les lois polonaises sur l'avortement figurent déjà parmi les plus restrictives de l'UE. En effet, elles n'autorisent l'interruption de grossesse qu'en trois cas extrêmes.

Or, le projet de loi lancé par les militants « anti-choix » vise à instaurer l'interdiction totale de l'avortement, accompagnée de la création d'une nouvelle catégorie du code pénal, le « meurtre prénatal ». Les femmes et médecins qui pratiqueraient un avortement, ainsi que toute personne qui les aiderait, risqueraient des peines de 3 à 5 ans de prison.

Le chef de file du Groupe S&D, Gianni Pittella, a déclaré ceci :

« En ces temps modernes, aucune femme, aucun médecin et aucune personne ne doit risquer la prison pour cause d'avortement ou d'aide à l'avortement. En tant que Socialistes & Démocrates, nous rejetons cet obscurantisme d'un autre âge. »

« En conséquence, nous ne pouvons garder le silence en présence de ces violations graves des droits des femmes par un État membre de l'UE. Nous exhortons donc le gouvernement polonais d'abandonner cette proposition. »

Marie Arena, eurodéputée et porte-parole du Groupe S&D en matière de droits des femmes et d'égalité des sexes, a déclaré ceci :

« Une interdiction de ce genre serait purement et simplement criminelle. Elle mettrait en danger la vie et la santé des femmes, accroîtrait la mortalité et la morbidité maternelles, et entraînerait le refus de soins vitaux à un nombre croissant de femmes avortées clandestinement. »

« En tant que femme et mère, j'appelle le premier ministre Beata Szydlo à mettre immédiatement fin à cette initiative. Au contraire, le gouvernement doit reconnaître les droits inaliénables des femmes et des jeunes filles sur leurs corps, ainsi que leur droit à faire appel librement à des services de planning familial et d'avortement légal. »

Participez aux protestations organisées devant les ambassades polonaises de toute l'Europe. À Bruxelles, la protestation aura lieu ce samedi 9 avril à 14h00 devant l'ambassade de Pologne, rue Stevin.